

La seconde explosion du pseudo système international des paiements et des échanges

Posté le : 18 mars 2017 12:28 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Zone Euro, Monnaies et changes, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique, Fiscalité

Il n'aura pas fallu attendre longtemps. La menace d'une taxe sur les importations de 20 % imposée unilatéralement par les États-Unis est désormais brandie sans vergogne. Nous avons souligné dans deux articles sur le TFTEA, qui n'ont pas soulevé d'intérêt, que la menace arrivait à toute vitesse, qu'elle ne venait pas originellement de Trump mais de l'administration Obama et que le débouché serait sanglant.

La tête fermée de Merkel lors de son entretien avec Trump et le comportement brutal de ce dernier donne de la chair et du sang à ce qui n'était qu'une inquiétude abstraite. Comme en 1971, les États-Unis sont prêts à brûler ce qu'ils ont adoré pour leur seul avantage.

Ce sont les Américains qui ont imposé les accords de Bretton Woods qui donnait un rôle pivot au dollar, sous réserve qu'il maintienne sa valeur vis-à-vis de l'or. Cet accord n'avait de valeur qu'à cette condition. Quand cette contrainte les a gênés, ils ont fait défaut en injuriant tout le monde et imposé les changes flottants qui revenait à un étalon dollar compte tenu des habitudes prises.

La nouvelle orthodoxie voulait que la monnaie soit désormais une « marchandise comme les autres » (Ah ! Ah ! Ah !) et que les trois libertés de mouvements des hommes, des marchandises et des capitaux se chargeraient de mener le monde à l'optimum de croissance grâce à la bonne allocation des capitaux aux meilleurs investissements.

L'Occident s'est incliné en grommelant devant le diktat américain. Il en est résulté quarante années de déclin de la croissance, de crises de plus en plus violentes, d'envolée des dettes globales, et, compte tenu de la circonstance historique de la chute des régimes socialistes qui maintenaient dans la ruine quelques milliards de personnes, une compétition violente entre pas pauvres et pays riches. Le tout a mené malgré tous les avertissements à une économie baudruche qui a fini par exploser et à une fracture sociale dont le débouché politique s'est imposé justement après l'explosion économique. Les pays qui comme la France ont voulu jouer au socialisme se sont retrouvés avec un chômage de masse, des dettes invraisemblables et la perte de leur industrie. Depuis 8 ans le niveau de vie par tête baisse, horreur qui ne s'était jamais vue depuis 1945. Au passage la France est sortie de l'histoire et sa voix ne compte plus, noyée dans les pleurs de rire.

L'Allemagne a eu dans tout ce processus un rôle ambigu. C'est elle qui a empêché tout règlement des difficultés financières internationales des années 69-71. L'effondrement des accords de Bretton Woods doit beaucoup à leur rejet viscéral d'une inflation importée. Mais ils ont refusé de quitter leur position de toutou politique et militaire des États-Unis. Une attitude d'esclave capricieux plus que de pays responsable de l'Union Européenne. Elle a maintenu sa volonté d'asseoir sa puissance sur des exportations massives et des comptes extérieurs excédentaires. Fin 1980, elle se retrouvait dans une très fâcheuse situation (pire que celle de la France). La réunification lui a posé de lourdes difficultés qu'elle a en partie redirigées vers ses partenaires européens puis dominées par un programme (le plan Schroeder) qui visait à lui redonner une compétitivité massive. Compte tenu d'un Euro réglé trop bas pour elle, elle a pu multiplier ses exportations et ratisser tous les capitaux européens tant ses

excédents commerciaux vis-à-vis de ses partenaires de l'Union sont massifs. Ne sachant pas quoi faire de ses capitaux accumulés hors de toute raison, elle a investi en masse dans les « subprimes » et dans l'immobilier de loisirs en Grèce, au Portugal, en Espagne, tout en rachetant un nombre colossal de PME françaises. Et ses banques ont financé les États fragiles qui offraient de bons taux d'intérêt. Le système bancaire allemand s'en est retrouvé quasiment en faillite après 2008.

Le Japon ayant été secoués par deux graves récessions (92 et 2 008) et son économie désarticulée par le tremblement de terre de Kobé puis par le drame de Fukushima, le pays a vu ses énormes réserves accumulées par une politique d'excédents anormale subir des pertes gigantesques qui ont imposé des renflouements à proportion et qui en font le pays où le budget est le plus endetté. La Chine et les Dragons ont pris le relais et se retrouvent avec d'énormes excédents dont ils ne savent que faire, sinon désormais acheter le capital des entreprises de leurs partenaires, ce qui ne passe pas.

Les énormes excédents Chinois, Japonais et Allemands, ainsi que ceux des pays pétroliers ont ruiné l'économie mondiale et posent problème. L'éléphant américain écrase le problème en l'obscurcissant.

Ils remettent en cause les libertés économiques dès lors que leur puissance permet de passer outre.

La vérité est qu'ils cherchent à résoudre le problème fondamental des changes flottants : non seulement ils ne garantissent pas que les échanges seront équilibrés au moins à moyen terme, mais encore ils nourrissent les déséquilibres. La meilleure image est celle d'un pont en caoutchouc : ses oscillations finissent par faire verser les lourds convois du commerce au fond du ravin au même moment où les nigauds se flattent de sa « souplesse ».

La taxe d'équilibre que propose Trump est le corollaire des déséquilibres des changes flottants. Si le change et les prix ne jouent plus leur rôle, embarqués qu'ils sont dans des tourbillons financiers internationaux incontrôlables, ne restent plus que les béquilles douanières.

À l'intérieur de la zone Euro, où le même problème se pose mais à l'envers du fait d'une absence totale de possibilité d'ajuster les changes, la taxe d'équilibre est aussi une des solutions possibles. Elle a l'inconvénient d'entraîner une guerre sans fin, au jour le jour, et de mettre fin au multilatéralisme. L'autre faiblesse est de toucher les marchandises sans toucher aux capitaux.

Le seul moyen de revenir à une solution durable, collaborative et poussant au maintien des équilibres est de réformer, dans le monde, et dans la zone euro, le mode d'organisation des balances des paiements.

C'est ce plan que nous sommes en train d'élaborer et que nous présenterons dans notre nouveau livre à paraître d'ici un an. La déconfiture du système des changes flottants, comme celle d'une zone de monnaie unique sans coordination et institution correctrice des déséquilibres internes, que nous ne cessons de commenter publiquement depuis maintenant 20 ans, est désormais actée et sans espoir de solution dans le statu quo.

Les soubresauts actuels, malheureusement, s'ils signent ce constat de décès, ce qui est bien, ne font qu'emmenner vers de nouveaux gouffres.

Jamais il n'a jamais été plus urgent pour le monde et l'Europe de réformer de façon congruente et positive leurs systèmes monétaires. Jamais il n'aurait été plus gratifiant pour la France et son prestige qu'elle soit en tête de cette diplomatie de la prospérité. On voit où elle en est.

Nous tenons là l'enjeu du siècle. Et une fois de plus, par soumission, par frivolité, par incompetence, aucune des forces qui devraient être en première ligne ne se mettra en branle. Pas un article de presse ou de revue n'aborde au fond cette grave affaire. Le TFTEA n'a fait l'objet d'aucun commentaire de presse depuis deux ans. La remise en cause des changes flottants non plus. On commente la casse et les réactions. On n'explique rien. La Presse qui annonce que son rôle est

d'effectuer « les mises en perspectives nécessaires » trahit cette mission tous les jours et toutes les semaines. Les revues prisonnières de leurs maîtres et de leurs habitudes refusent tout article sur ces sujets.

Ne parlons pas de la « campagne pestilentielle » française.

L'indispensable combat doit continuer. Déjà, plus personne ne peut considérer que la situation actuelle et ses débordements en cours, puissent continuer. La nécessité d'une meilleure vision devient cruciale.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile